

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 29/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS

7 rue du Docteur LANCEREAUX
75008 Paris

Références : 4829/RAPVI/CC/IC240279
Code AIOT : 0010004829

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2024 dans l'établissement COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS implanté Lieu-dit Le Tertre 28200 Marboué. L'inspection a été annoncée le 18/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLLECTES VALORISATION ENERGIE DECHETS
- Lieu-dit Le Tertre 28200 Marboué
- Code AIOT : 0010004829
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Filiale du groupe PAPREC, la société COVED (Collectes Valorisation Energie Déchets) exploite un centre de tri de déchets ménagers et assimilés issus des collectes sélectives, de déchets industriels banals sur la commune de Marboué qui a été autorisé par arrêté préfectoral n°1232 du 09/08/2001.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

-

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens d'intervention incendie	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3 paragraphes 1.6.4.2 et 1.6.4.3	Demande d'action corrective	60 jours
2	Entretien des moyens de sécurité et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3 paragraphes 1.6.1 et 1.8.3	Demande d'action corrective	60 jours
4	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Demande d'action corrective	60 jours
6	Capacité de stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3 paragraphe 2.1.1	Demande d'action corrective	60 jours
7	Déchets interdits	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3 paragraphe 2.1.4	Demande d'action corrective	60 jours
8	Etanchéité des aires de stockage	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3 paragraphe 1.2.3	Demande d'action corrective	60 jours
9	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3 paragraphe 1.2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
10	Zones de stockage extérieures	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3 paragraphe 2.1.7	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Gestion des eaux d'extinction en	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3 paragraphe 1.2.8	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	cas d'incendie		
5	Gardiennage du site	Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3 paragraphe 1.6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens d'intervention incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3 paragraphes 1.6.4.2 et 1.6.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Matériels
Prescription contrôlée : <u>Article 3, paragraphe 1.6.4.2 :</u> L'exploitant installe des robinets d'incendie armés (RIA) de diamètre 40 mm répartis de manière à ce que tout point des locaux soit battu par au moins deux jets de lance (norme NFS 61-201) sans que leur nombre soit inférieur à 6. <u>Article 3, paragraphe 1.6.4.3 :</u> L'exploitant pourvoit les installations d'extincteurs mobiles [...].
Constats : Rappel du constat du 02/07/2019 (R2) : L'inspection relève une chute de pression importante lors d'un test de mise en fonctionnement simultané de deux RIA pouvant nuire au bon fonctionnement des moyens de lutte contre l'incendie. Constat du 29/04/2024 : écart constaté, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du débit des RIA notamment lors de leur fonctionnement en simultané. L'installation est équipée de 34 extincteurs, 6 robinets incendie armés (RIA) et 4 systèmes de désenfumage. D'après le rapport de vérification n°6148 du 24/10/2023 de la société BFCS, les RIA ont été vérifiés sans test de débit.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de réaliser un test de débit des RIA en fonctionnement simultané lors du prochain contrôle périodique, et de fournir à l'inspection des installations classées le justificatif correspondant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Entretien des moyens de sécurité et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3 paragraphes 1.6.1 et 1.8.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques
Prescription contrôlée : <u>Article 3, paragraphe 1.6.1 :</u> [...] L'équipement électrique doit être conforme à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion (JO NC du 30 avril 1980) [...]. <u>Article 3, paragraphe 1.8.3 :</u> La périodicité des contrôles et vérifications, réalisés par des techniciens compétents ou des organismes de contrôle qualifiés, est au minimum la suivante : - [...] ; - Équipements de prévention et de lutte contre l'incendie : moyens d'intervention (robinets d'incendie armés, extincteurs mobiles, désenfumage.) : 12 mois ; - Installations électriques : 12 mois [...].
Constats : <u>Rappel du constat du 02/07/2019 (R1) :</u> Justifier de la réalisation des contrôles réglementaires périodiques (installations électriques, moyens de prévention et de lutte contre l'incendie, protection contre la foudre...) et transmettre, le cas échéant, le plan d'actions correctives de mise en conformité des installations. <u>Constat du 29/04/2024 :</u> écart constaté, les installations électriques ne sont pas maintenues dans un bon état conformément à l'article 3 (paragraphe 1.6.1) de l'arrêté préfectoral du 09/08/2001 et l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du débit des RIA. D'après le rapport n°142311582401R001 du 29/04/2024 de la société Dekra, une vérification partielle des installations électriques a été réalisée et a donné lieu à 12 observations. L'attestation Q18 précise par ailleurs que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie et/ou d'explosion. S'agissant des moyens de prévention et de lutte contre l'incendie (extincteurs, RIA et systèmes de désenfumage), ces derniers ont fait l'objet d'une vérification périodique le 24/10/2023 par la société BFCS. Cependant, d'après le rapport n°6148 de cet organisme de contrôle, le débit des RIA n'a pas été testé (cf. point de contrôle n°1 "moyens d'intervention incendie"). L'exploitant précise par ailleurs que deux caméras thermiques ont été installées mi-avril au niveau des alvéoles de stockage en extérieur. Un report des alertes est transmis directement à l'entreprise de télésurveillance.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu de l'exploitant de remettre en conformité les installations électriques de son établissement de telle sorte qu'elles ne puissent présenter de risques d'incendie et/ou d'explosion. Concernant les RIA, l'action corrective demandée figure dans le point de contrôle

n°1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Gestion des eaux d'extinction en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3 paragraphe 1.2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux d'extinction en cas d'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie affectant le bâtiment industriel sont collectées dans le bassin maçonné étanche existant d'une capacité de 800 m3, aménagé en sous-sol du local. L'étanchéité de cet ouvrage est vérifiée par l'exploitant préalablement à la mise en exploitation du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Rappel du constat du 02/07/2019 (NC1) : Les bassins du site non étanches ne sont pas en mesure de confiner les eaux d'extinction en cas d'incendie, collectées au niveau du bâtiment et ruisselant sur les aires étanches extérieures.</p> <p>Constat du 29/04/2024 : pas d'écart constaté.</p> <p>L'inspection des installations classées relève qu'une fosse maçonnée est enterrée à l'intérieur du bâtiment pour collecter gravitairement les eaux d'extinction en cas d'incendie (le niveau de remplissage de cette fosse par les eaux météoriques collectées par les toitures du bâtiment est peu élevé au jour de la visite).</p> <p>Conformément au dossier de demande d'autorisation d'exploiter, il a été constaté lors de la visite que le site est entouré par un merlon pour éviter tout écoulement vers la zone boisée limitrophe. Par ailleurs d'après le plan des réseaux, l'aire bétonnée de stockage des déchets (anciennement utilisée comme plateforme de compostage des déchets verts) est munie de cuvette d'évacuation des eaux susceptibles d'être polluées vers le bassin de 500 m3 qui était auparavant destiné à recueillir les eaux de percolation des déchets verts.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée :

[...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.
 L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
 Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.
 Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus [...].
 Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

Rappel du constat du 02/07/2019 (R1) : Le registre de sécurité ne fait pas mention de l'intervention d'une société pour procéder à la vérification des installations de protection contre la foudre. L'exploitant ne peut justifier de la réalisation de la vérification périodique des installations de protection contre la foudre.

Constat du 29/04/2024 : écart constaté, le système de protection contre la foudre n'est pas opérationnel.

L'exploitant présente le rapport de vérification complète de la société DEKRA (référence : E15949412301R001 du 02/02/2023). Sur ce document, il est mentionné l'absence de parafoudres, des dégradations au niveau de l'installation actuelle de protection contre la foudre et la nécessité d'une mise à jour des documents techniques [Analyse du Risque Foudre (ARF), Etude Technique (ET), Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE)].

L'exploitant précise qu'un bon de commande vient d'être signé et s'engage à le transmettre à l'inspection des installations classées. Il a été notamment rappelé à l'exploitant que la remise en état du système de protection contre la foudre aurait dû intervenir dans le délai maximum d'un mois après la vérification, soit au plus tard le 03/03/2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier que le système de protection contre la foudre est capable d'assurer les fonctions pour lesquelles il est conçu conformément aux documents techniques (ARF et ET) qu'il conviendra de transmettre à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Gardiennage du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3 paragraphe 1.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Gardiennage du site

Prescription contrôlée :

[...] En dehors des heures de travail, la surveillance permanente est assurée par un agent ou

<p>préposé chargé spécialement de cette fonction, équipé de moyens de communication pour diffuser l'alerte et disposant d'un logement ou abri approprié [...].</p>
<p>Constats :</p> <p>Information mentionnée en annexe confidentielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées invite l'exploitant à réaliser une analyse des prescriptions de son arrêté préfectoral du 09/08/2001 et de procéder à sa mise à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Capacité de stockage des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3 paragraphe 2.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Evaluation des capacités de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les capacités de stockage maximales autorisées sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - déchets ménagers issus des collectes sélectives en attente de tri ou de transfert : 126 tonnes - déchets industriels et commerciaux banals en attente de tri : 60 tonnes - déchets de papiers et cartons triés : 90 tonnes - déchets de matières plastiques triés : 90 m3 - déchets de bois : 150 m3 - déchets de métaux : 30 m3
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du constat du 02/07/2019 (D1) :</u> Tenir à disposition de l'inspection des installations classées un moyen d'évaluer les quantités de déchets présentes sur le site lors des inspections.</p> <p><u>Constat du 29/04/2024 :</u> écart constaté, la capacité maximale de stockage des déchets de matières plastiques n'est pas respectée.</p> <p>L'exploitant mentionne que les stocks de déchets sont déterminés visuellement tous les vendredis en fin de journée d'après la hauteur des mégablocs béton et la surface des alvéoles de stockage. L'exploitant précise également que les stocks sont réajustés et enregistrés informatiquement une fois par semaine.</p> <p>D'après l'état des stocks du 26/04/2024, les quantités de déchets collectées sur l'installation sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bois : 60 m3 - cartons : 13 tonnes - déchets inertes : 10 tonnes - plastiques triés : 1 790 m3 - caoutchouc vulcanisé : 20 tonnes

<p>- DIB et PEGS plastique : 0 m3</p> <p>Le volume des déchets de matières plastiques triés (1 790 m3) est supérieur à la capacité de stockage maximale autorisée de 90 m3. L'exploitant précise que ces déchets de matières plastiques triés ont été collectés par les différents sites du groupe Paprec et ont été regroupés exceptionnellement sur l'installation de Marboué. Le prix de revente du plastique étant plus favorable, l'exploitant déclare qu'un programme d'évacuation a été élaboré et que la totalité du stock sera retirée du site d'ici fin mai.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit à l'évacuation des déchets de matières plastiques triés de telle manière à respecter la capacité maximale autorisée ; - soit à déposer un porter à connaissance s'il souhaite modifier ses capacités de stockage.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 7 : Déchets interdits

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3 paragraphe 2.1.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets interdits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Est interdit, notamment, l'apport :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des déchets industriels spéciaux (DIS) inventoriés par le décret n° 97-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification des déchets dangereux ; - des ordures ménagères brutes ; - des déchets d'activité de soins et assimilés à risques infectieux ; - des déchets radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection ; - des déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB des déchets inflammables et explosifs ; - des déchets dangereux des ménages collectés séparément (DTQD) des déchets liquides, pulvérulents, non pelletables, des pneumatiques usagés ; - des gravats et matériaux inertes ainsi que des sables de fonderie.
<p>Constats :</p> <p><u>Constat du 29/04/2024 :</u> écart constaté, présence de déchets non autorisés par l'arrêté préfectoral du 09/08/2001.</p> <p>Lors de la visite du site, il est constaté que des gravats et matériaux inertes ont été admis au sein de l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - soit de procéder à l'évacuation des gravats et matériaux inertes vers une filière dûment autorisée, - soit de déposer un porter à connaissance de modification des conditions d'exploitation de son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 8 : Etanchéité des aires de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3 paragraphe 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Etanchéité des aires de stockage
Prescription contrôlée : [...] Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.
Constats : <u>Constat du 29/04/2024 : écart constaté.</u> Lors de la visite du site, il est constaté que la dégradation du revêtement des aires d'entreposage des déchets (présence de traces de fissures) ne permettrait pas de retenir efficacement les eaux susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage et sur les aires de chargement/déchargement des déchets. L'exploitant admet que des travaux de réfection sont nécessaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu de l'exploitant de respecter la prescription susvisée en fournissant notamment à l'inspection des installations classées un plan d'action assorti d'un échéancier acceptable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 9 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3 paragraphe 1.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales issues du bassin d'écroulement transitent par un débourbeur séparateur à hydrocarbures [...]. Il est régulièrement entretenu et les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet.

Les eaux épurées qui en sont issues respectent, sans dilution, avant de rejoindre le milieu naturel la valeur limite de 5 mg/l d'hydrocarbures totaux (NFT 90-114) et la valeur limite de 35 mg/l de matières en suspension totales (NF.EN 872 ou NFT 90-105).
Constats : Constat du 29/04/2024 : écart constaté. L'exploitant n'est pas en mesure ni de présenter les justificatifs d'entretien du débourbeur séparateur à hydrocarbures, ni les analyses des rejets aqueux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra fournir les justificatifs d'entretien du débourbeur séparateur à hydrocarbures et les analyses des rejets aqueux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Zones de stockage extérieures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/08/2001, article 3 paragraphe 2.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Zones de stockage extérieures
Prescription contrôlée : Les zones de stockage étanches extérieures au bâtiment industriel sont affectées exclusivement au stockage, en transfert : <ul style="list-style-type: none"> - de bois - de verres - d'encombrants ménagers
Constats : Constat du 29/04/2024 : écart constaté, l'exploitant stocke la totalité des déchets en extérieur. Lors de la visite du site, il a été constaté qu'en dehors du bois et des encombrants ménagers, d'autres types de déchets sont aussi stockés en extérieur (plastique, cartons/papiers, caoutchouc vulcanisé, déchets inertes). L'exploitant admet dorénavant que le bâtiment existant de 3 300m ² n'est plus utilisé comme espace de stockage, l'ensemble des déchets sera donc entreposé à l'extérieur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de notifier à l'autorité préfectorale les modifications apportées à son installation conformément aux articles L. 181-14 et R. 181-46 du Code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours